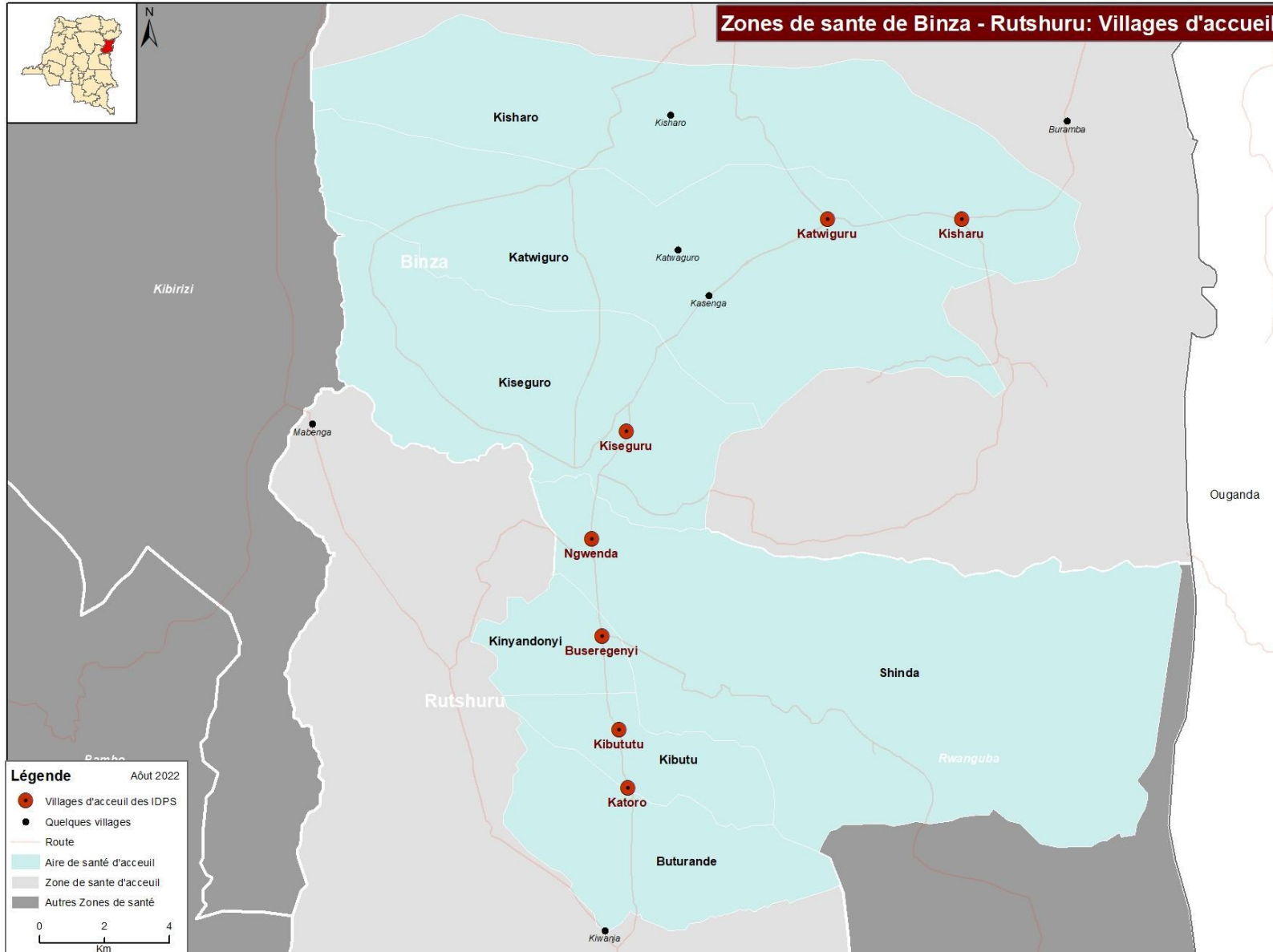


**RAPPORT NARRATIF DE L'ERM A BINZA&RUTSHURU**

<b>Province/Territoire</b>	<b>Nord-Kivu / Rutshuru</b>
<b>Zone de santé</b>	<b>Binza et Rutshuru</b>
<b>Aires de santé</b>	<b>Katwiguro, Giseguro, Nkwenda, Kinyandonyi, Kibutu, Katoro, Bwironde</b>
<b>Programmes concernés</b>	<b>SAFER III</b>
<b>Types d'intervention</b>	<b>Evaluation rapide multisectorielle.</b>
<b>Période de la mission</b>	<b>Du 21 juillet au 29 juillet 2022</b>

## Strategic Assistance For Emergency Response (SAFER)



### GROUPEMENTS DE BINZA ET DE BUKOMA Evaluation rapide multisectorielle

#### CONTEXTE

Les groupements de Binza et de Bukoma sont situés dans le territoire de Rutshuru, respectivement en zones de santé de Binza et de Rutshuru, dans la chefferie de Bwisha en province du Nord-Kivu.

Le 28 mars 2022, les affrontements entre le M23 et les FARDC ont déclenché une crise dans le groupement de Jomba (Chanzu, Ndiza et Runyonyi) affectant les groupements voisins dont Rugari, Bweza, Gisigari en territoire de Rutshuru, Kibumba et Buhumba, en territoire de Nyiragongo.

Les habitants de ces groupements se sont déplacés à Rutshuru, Rubare, Biruma, Kiwanja, Kalengera, Buvunga, Rumangabo, et les autres dans les groupements de Bukoma et Binza (Bwironde, Kibutu, Kinyandonyi, Giseguro, Katwiguro etc.) et leurs environs.

Selon l'alerte N° 4 385 publiée sur E-tools par OCHA le 1er juin 2022, le groupement de Binza a accueilli 2 285 ménages déplacés<sup>1</sup>, dont une grande proportion vit en familles d'accueil – soit 90 %. D'autres ménages vivent dans des centres collectifs (églises et écoles).

Depuis le début de la crise, aucune assistance n'a été distribuée.

#### SÉCURITÉ

Les deux groupements sont sous contrôle de la Police Nationale

<sup>1</sup> Plus de détails dans la partie « Informations démographiques ».

<sup>2</sup> Respect des heures : 8 h 30 – 15 h

Congolaise (PNC) et des forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC).

La situation sécuritaire est relativement calme. Etant donné que les affrontements entre le M23 et les FARDC se poursuivent aux alentours de la zone, le contexte doit être suivi de près<sup>2</sup>.

Les incidents courants sont le kidnapping<sup>3</sup> et le vol nocturne dans des maisons ou dans les rues.

#### ACCES

L'état de route sur l'axe Kiwanja - Kinyandonyi - Giseguro I - Katwiguro est praticable faisant que tous les villages évalués soient accessibles par véhicule.

L'aire de santé la plus éloignée est située à 7 km de Kiwanja et la plus proche à 12 km :

Aire de santé	Distance	Point de référence
Katoro	5km	Kiwanja
Kibutu	2km	Katoro
Kinyandonyi	3 km	Kibutu
Nkwenda	3 km	Kinyandonyi
Katwiguro I	5 km	Nkwenda
Katwiguro II	7 km	Katwiguro I

#### Hôtel :

La zone évaluée compte quatre hôtels dont la capacité d'accueil varie entre 5 à 28 chambres.

Tous les hôtels sont clôturés, ils disposent de parkings pouvant accueillir 8 à 16 véhicules. Le prix varie entre 5 et 20 USD par nuitée.

<sup>3</sup> Durant le mois de juillet, deux garçons (17 et 22 ans) ont été kidnappés sur l'axe Katwiguro I - Katwiguro II

Il s'agit de La Fleur, Pas des faux pas et El 'Deo hôtel.

### MÉTHODOLOGIE DE COLLECTE DES DONNÉES

Les données ont été collectées à travers :

- **Les entretiens** avec les informateurs clés dont le chef du bureau du territoire de Rutshuru, le médecin chef de zone de santé de Rutshuru, le point focal de l'OCHA Rutshuru, les chefs des groupements de Binza et de Bukoma et les différents chefs de localités concernés (six).

Ces échanges ont permis de collecter les données en lien avec les mouvements de la population : effectif par village, les besoins d'une manière globale, contexte actuel, les lieux de provenance, la stratégie de survie, etc.

- **Les focus groups mixtes** composés des membres de la communauté déplacée et de la communauté hôte.

Les discussions dans les focus groups étaient guidés par un questionnaire qui a permis de collecter les données sur les besoins dans différents secteurs, les conditions de vie et les dynamiques sociales dans la communauté.

Neuf focus groups ont été organisés avec la participation de 132 personnes, dont 75 hommes et 57 femmes, parmi eux 91 ayant le statut de déplacés et 41 autochtones.

- **Observation** directe a permis d'évaluer la présence des déplacés et leurs conditions de vie que ce soit dans les familles d'accueil que dans les sites collectifs où certains sont logés.

L'observation a permis également d'apprécier la situation sécuritaire dans la zone.

Les données statistiques ont été collectées auprès de chefs de localités, des infirmiers titulaires et des chefs des groupements de Binza et de Bukoma.

Il ne s'agit pas des données définitives étant donné que les déplacements sont toujours en cours.

Au moment de l'évaluation, les autorités locales ont donné un effectif de 3 123 ménages déplacés dont 2 070 à Bukoma et 1 063 à Binza pour une population autochtone de 18 385 ménages, soit une pression démographique de 16,9 %.

Aire de santé	Villages/Sites	Autochtones	Déplacés	Pression
Groupement de Bukoma				
Kibutu	Katoro	148	71	
	Kahunga (site)	-	46	
	Karama (site)	-	41	
	Kibutu	1 300	275	
Kinyandonyi	Kinyandonyi	1 545	706	
	Eglise CEPAC	-	35	
	Nkwenda	1 222	250	
Baturande	Bwironde (Camps Mulima et Nyongera)	5 786	646	
<b>Total</b>		<b>10 001</b>	<b>2 070</b>	<b>2,6 %</b>
Groupement de Binza				
Giseguro	Katwiguro I	3 000	600	
	Katwiguro II/ Giseguro	5 384	313	
	Eglise Carmel	-	19	
	EP Mizinga	-	71	
	Institut Upendo	-	28	
	Eglise Basenga	-	22	

## Strategic Assistance For Emergency Response (SAFER)

Total	8 384	1 053	12,5 %
<b>Total général</b>	<b>18 385</b>	<b>3 123</b>	<b>16,9 %</b>



### Moyen de subsistance :

Les autochtones vivent des travaux champêtres et ont mis en place des associations villageoise d'épargne et de crédit (AVEC) qui leur ont permis d'épargner des fonds pour conduire des activités génératrices de revenu (petits commerce).<sup>4</sup>

Les déplacés, quant à eux, effectuent des travaux champêtres dans les champs des autochtones situés entre 5 à 6 km des villages. Le revenu journalier est de 3 000 FC pour un champ de 6 m/30.

Il est observé dans la communauté des déplacés qui quémangent porte à porte ou dans les rues afin de survivre. Il s'agit notamment des personnes de troisième âge et celles vivant avec handicap.



- La majorité des ménages déplacés n'ont pas d'effets ménagers : ils ne disposent pas des récipients de collecte d'eau ni d'ustensiles de cuisine pour préparer les aliments. Ils dépendent donc de la communauté hôte, ce qui crée une certaine incommodité entre les deux parties<sup>5</sup>.
- Les déplacés ont été accueillis en familles d'accueil, d'autres dans des écoles et églises. La promiscuité rend la cohabitation inconfortable (pas d'intimité). Une salle de classe compte quatre à cinq ménages d'une taille moyenne de cinq.

Dans la zone, les habitants consomment les aliments provenant de l'agriculture ou de l'élevage, la période de déplacement cadre avec la période de culture.

Ainsi :

- Les déplacés qui ont tout abandonné dans leurs lieux de provenance ont du mal à se nourrir, ils vivent du revenu journalier (3 000 FC ou moins),
- L'approvisionnement se fait dans les petits marchés, où les denrées alimentaires sont insuffisantes actuellement, ce qui entraîne une hausse des prix vu que l'offre devient plus grande par rapport à la demande.
- Les familles autochtones mangent deux fois par jour contrairement aux déplacés qui n'ont qu'un seul repas journalier constitué des haricots et maïs, ou de maïs et sombé,
- Selon les données statistiques collectées auprès des infirmiers titulaires des centres de santé, la malnutrition est courante dans la zone<sup>6</sup>,
- Les déplacés ne peuvent pas accéder à leurs champs à cause des conflits armés dans leurs zones de provenance.

### WASH

Les besoins WASH sont ressentis dans la zone :

- Toute la zone évaluée compte trois adductions gravitaires simples avec trois réservoirs de capacité de 72, 100 et 120 mètres cubes. Les points d'eau les plus proches sont situés à 30 min de

<sup>4</sup> Chaque semaine, les membres contribuent des parts fixés à 1 000 FC par personne.

<sup>5</sup> Il arrive que le besoin d'utiliser un même ustensile se présente au même moment dans les deux ménages.

<sup>6</sup> Voir les statistiques dans la partie « santé ».

## Strategic Assistance For Emergency Response (SAFER)

marche. Le coût d’approvisionnement en eau est de 4 000 à 5 000 FC par trimestre par ménage. Les déplacés n’ayant pas les moyens de payer accèdent difficilement à l’eau<sup>7</sup>.

- Les bornes fontaines existantes sont dans un état de délabrement total et nécessitent une réhabilitation, plusieurs fuites sont constatées au niveau de captage mais aussi au niveau de la tuyauterie occasionnant une forte perte de charge et nécessitent une réparation (notamment les travaux de recaptage des différentes sources et le remplacement de la conduite).
- Toutes les bornes fontaines visitées ont un débit faible<sup>8</sup>, ce qui allonge les files d’attente suite aux différentes pertes des charges notamment linéaires.
- Par ailleurs, il n’existe pas de comité de gestion d’eau dans la zone.
- La communauté ne respecte pas les règles d’hygiène générale, notamment les cinq moments clés de lavage des mains, l’hygiène des aliments et de l’environnement, l’entretien des installations sanitaires (latrines et douches), ...
- Les femmes en âge de procréation ne disposent pas de kits d’hygiène intimes.
- La défécation à l’air libre est fréquente du fait que les latrines sont insuffisantes et non hygiéniques.
- Les déchets ne sont pas bien gérés du fait qu’il n’existe pas de trous à ordures et la communauté ne possède pas d’assez d’informations quant à ce.

### PROTECTION

- La présence des groupes d’autodéfense Mai Mai dans le groupement Busanza (à la limite de Busanza et Binza) et aussi

<sup>7</sup> Ils ont droit à un bidon de 20 l par jour et puisent quand les autochtones ont fini de s’approvisionner.

les FDLR à Binza ne rassure pas la population. Ces groupes armés seraient auteurs des cas de tracasseries (Viol, extorsion, vol de récoltes etc.).

- Des cas de kidnapping sont rapportés et les auteurs restent inconnus suite à la multiplicité des personnes détentrices des armes. Deux cas ont été rapportés au cours de ces trois derniers mois.
- Actuellement la cohabitation est bonne entre les communautés (déplacée et autochtone) malgré le fait que les familles d’accueil déplorent plusieurs cas de vol de leurs produits champêtres. La majorité des déplacés n’ont pas de moyens de substance, ils sont accusés de ces pratiques qui plongent les résidents dans un état de vulnérabilité au même niveau que les déplacés.
- Les cas de VBG continuent d’être signalés. Ces actes de viol sont souvent commis dans les champs sur les filles et les femmes à la recherche des moyens de survie et ou des bois de chauffe.

Selon certaines femmes, plusieurs cas de viol ne sont pas dénoncés par crainte des actes des repréailles de la part des auteurs présumés, la répudiation du mari et/ ou encore être la rusée des autres membres de la communauté.

- Les conditions de vie difficiles auxquelles font face les déplacés exposent leurs enfants à des mécanismes de survie négatifs, tels que les travaux journaliers qui ne sont pas conformes à leur âge, ou le sexe de survie pour les filles.
- Lors du déplacement, certains enfants se seraient séparés de leurs parents. Ils sont hébergés dans des familles d’accueil spontanées.

### EDUCATION

<sup>8</sup> 5 à 8 l pour un réservoir de 100 à 120 mètres cube



## Strategic Assistance For Emergency Response (SAFER)

Actuellement, les écoliers sont en vacances ; une proportion des ménages déplacés occupe les salles de classes de certaines écoles<sup>9</sup>, ce qui risque de perturber les déplacés et le bon déroulement des activités scolaires à la rentrée de septembre prochain si aucune mesure n'est prise d'ici-là.



Les données sanitaires ont été collectées auprès de quatre aires de santé concernées par l'évaluation.

Selon les informations fournies au niveau des centres de santé, les maladies courantes les trois derniers mois (avril, mai, juin) sont le paludisme (3 234 cas), la malnutrition aigüe modérée (439 cas), la malnutrition aigüe sévère (297 cas), les diarrhées simples (245 cas), les verminoses (67 cas), la fièvre typhoïde (3 cas) et les diarrhées sanglantes (1 cas) :

Maladies	AS Katwiguro	AS Giseguro	AS Kinyandonyi	AS Kibutu
Paludisme	503	1 946	620	165
Verminose	22	-	-	45
MAS	88	189	13	7
MAM	403	-	11	25
Diarrhée simple	25	138	68	14
Diarrhée sanglante	-	-	-	1
Fièvre typhoïde	-	-	3	-

### Infrastructures médicales :

Il existe quatre centres de santé, dont :

- Centre de santé Katwiguro I
- Centre de santé de Katwiguro II/Giseguro

- Centre de santé de Kinyandonyi
- Centre de santé de Kibutu.

Le secteur médical est appuyé par MSF France, toutefois, les infirmiers titulaires déclarent avoir un déficit en médicaments.

Les locaux des structures sanitaires ne sont pas suffisants pour faciliter le bon fonctionnement des centres de santé, surtout pour le cas d'hospitalisation.

Les soins de santé sont gratuits pour tous les déplacés et uniquement pour les enfants de 0 à 15 ans pour les autochtones. Pour le reste, les soins sont payants. Par exemple, un accouchement sans complication est facturé à 22 000 FC, la prise en charge des maladies varie entre 5 à 15 USD selon le cas.



### MARCHE

Dans la zone, il existe plusieurs petits marchés ouverts tous les jours, où la communauté s'approvisionne en biens de première nécessité.

Toutefois, les groupements de Bukoma et de Binza disposent d'une représentation de la FEC constituée de plus de 100 commerçants avec une capacité moyenne et une expérience dans l'organisation des foires en AME ou Vivres. Les FEC de Rutshuru et de Kiwanja, comptant également plus de 100 fournisseurs, sont également proches de la zone évaluée.

Elles ont aussi de l'expérience dans l'organisation des foires.

*Capacité du marché local pour la fourniture des matériels de la quincaillerie.*

Les deux groupements possèdent des endroits potentiels pour l'extraction des agrégats (moellons, sables et graviers).

<sup>9</sup> Institut Upendo et EP Mizinga

## Strategic Assistance For Emergency Response (SAFER)

### *Capacité du marché local pour la fourniture des bois.*

Il existe plusieurs fournisseurs de bois dans la zone. Selon les FEC contactées, les deux groupements approvisionnent la ville de Goma en bois.

### *Problématiques des documents administratifs des fournisseurs et paiements*

Les documents administratifs des vendeurs sont à jour pour l'exercice 2022.

### *Présence d'un entrepôt pour le stockage des matériels*

Il n'existe pas des structures qui peuvent servir d'entrepôt. Si le besoin se présente. Il faudra envisager de garder les matériels à Kiwanja.

SADIKI Moustafa	Président des jeunes de Katwiguro	0992456341
ATUBU	Chef de localité Katwiguro II	0976628157
NDAGIJE NDYANABO	Chef de localité Bwironde	0974331628
SALONGO Jean Pierre	Point focal FEMSA à Giseguro	0854254280
Clément NTABWABA	Point focal humanitaire et Chargé de Cluster Protection Rutshuru	0810262406

## CONTACTS IMPORTANTS DANS LA ZONE

Noms	Fonction	Téléphone
Jean Baptiste SEBUHORO	Chef de bureau au niveau du territoire de Rutshuru	0993456202 1
KIZITO Ndengezi Augustin	Major conseillé au niveau territoire	0997862937
BAHATI Foma Achile	Secrétaire division des affaires humanitaires	0972730066
Aniseth SANVURA	Secrétaire Administratif de la chefferie de Bwisha	0994351356
Modestin KABOYI	Chef de groupement Bukoma	0974082645
MUGISHA Justin	Secrétaire Administratif groupement Bukoma	0977154068
Joel KANYENYEZI	Chef de localité Katwiguro I	0894876168